

suiVante. Fort de l'expérience du recensement de 1956, j'aimerais savoir si le Bureau fédéral de la statistique sera en mesure de nous renseigner plus rapidement cette fois sur ces chiffres, car j'estime qu'il est très important de penser quatre ans d'avance à la situation politique. Si nous n'obtenons pas ces résultats en mars et que le Parlement doive se charger du remaniement de la carte électorale, on devra beaucoup se presser si le premier ministre juge bon d'annoncer des élections pour l'été. En avançant le procédé de six semaines ou de deux mois, nous pourrions probablement nous éviter d'établir notre campagne électorale pour 1962 ou 1963 sur les données du recensement de 1951. Je dirai au ministre et à d'autres députés que ce serait fort injuste pour bon nombre de votants au Canada, bien que ce puisse être également un peu injuste envers certains députés actuels, s'il intervenait des changements.

L'hon. M. Churchill: Souhaiteriez-vous encore une fois des élections en mars?

M. Fisher: Je trouve que le mois de mars est un excellent moment pour les élections: les idées de mars. Je tiens aussi à demander au ministre quelques détails sur le service des petites entreprises que fait entrevoir la nomination d'un nouveau sous-ministre associé du Commerce. Peut-être le ministre sera-t-il plus tard, au cours de l'examen des crédits, en mesure de nous exposer un peu plus en détail la structure de cet organisme et quel sera son mandat.

L'hon. M. Churchill: Je pense que je pourrais répondre immédiatement à cette question. On n'a encore pris aucune décision en ce qui concerne le ministère dont relèvera la division des petites entreprises qu'on envisage de créer. Ce sera peut-être le ministère du Commerce, mais c'est un peu tôt pour en parler en ce moment, parce qu'on n'est encore arrivé à aucune décision à cet égard.

M. Fisher: Il semble alors que ma question était assez hypothétique, comme l'étaient d'ailleurs les spéculations des journaux à cet égard. Un autre point que le ministre pourrait, à mon avis, traiter avant que nous terminions l'étude de cette partie de ses crédits, serait la campagne qu'un homme distingué comme M. Stuart Armour tâche de lancer pour qu'on achète des produits canadiens. Il me semble que nous devrions avoir quelques explications supplémentaires au sujet du rôle que les services du ministre pourraient jouer à cet égard, et qu'on devrait nous dire, si l'on se propose de persuader le public d'acheter des marchandises canadiennes, quelles conséquences cette façon d'agir pourrait avoir sur nos programmes d'échanges

[M. Fisher.]

internationaux. Il me semble que le thème "achetez des produits canadiens" est une chose que notre public devrait adopter à l'heure actuelle.

En ce qui concerne les observations formulées par certains membres de l'opposition dans le débat d'aujourd'hui, on a pu remarquer qu'on s'est assez moqué du gouvernement et de sa réaction aux propositions Thorneycroft. Sa dénégation d'avoir précisé que la diversion commerciale proposée devait porter sur 15 p. 100 a également fait la joie de certains. D'après ce que j'ai lu et ce que j'ai pu apprendre à ce sujet, je crois vraiment que le gouvernement a fait preuve de discernement en opposant une fin de non recevoir aux propositions Thorneycroft et j'estime aussi qu'il a été fort sage en agissant avec prudence à l'égard du programme de diversion de 15 p. 100.

Je me demande si le ministre est même au courant d'un rapport qu'a publié aux États-Unis la Fondation des frères Rockefeller, sous le titre: "Politique économique du XX^e siècle." Les périodiques américains ont publié de nombreuses analyses de ce rapport, des analyses favorables dans la plupart des cas. Il va de soi que le rapport s'attache surtout à la menace que représente le communisme pour le commerce du monde libre.

Ce rapport propose, entre autres choses, d'établir des groupements régionaux de nations commerçantes. D'après le *Congressional Record*, on constate que ce rapport a fait une bonne impression. Une autre proposition consisterait à établir une Administration commerciale inter-américaine. Il est question du Canada dans ce rapport:

Les États-Unis devraient collaborer à la convocation aussi prochaine que possible d'une conférence économique inter-américaine à laquelle le Canada serait invité. Cette conférence devrait être convoquée afin d'étudier ensemble les mesures à prendre pour:

Trouver des méthodes concrètes de modérer les fluctuations extrêmes des prix dans les échanges de denrées;

Trouver moyen de stimuler mutuellement l'économie en général, sans oublier la création d'une Administration inter-américaine d'expansion économique;

Travailler à la réalisation d'une entente internationale en vue d'établir un marché commun embrassant l'hémisphère ou des marchés communs régionaux ayant la fusion comme objectif éventuel.

Il faudrait naturellement que nous admettions que toute idée de fusion signifie une évolution à long terme.

Établir une union de paiements interaméricaine pour assurer l'entière convertibilité des devises de toutes les nations adhérant à un marché commun.

Faciliter d'autres accords interaméricains en vue de collaborer à des fins communes et des objectifs sociaux dans les domaines tels que l'instruction, le logement à prix modique, l'hygiène et l'assistance technique.